

François Mitterrand et l'Allemagne (1981-1995)

Marion Gaillard

Plus d'un quart de siècle après l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, sa politique fait encore l'objet de vives polémiques, qu'il s'agisse de son bilan intérieur ou de son héritage sur le plan international. Parmi les sujets qui continuent aujourd'hui à faire débat, celui de sa gestion de la réunification allemande n'est pas en reste. L'image véhiculée à l'époque d'un président français vieilli et arc-bouté sur l'ordre de Yalta, ayant voulu empêcher l'unification de l'Allemagne en s'alliant avec l'URSS, demeure gravée dans les esprits. Or, la réalité, comme souvent, est plus complexe, et somme toute fort éloignée de ces poncifs. Mais les mythes ont la vie dure !

Pourtant, si la politique allemande de François Mitterrand est vivement critiquée sur ce point, c'est également elle qui fait partie de ce qui est considéré comme l'un de ses héritages principaux. Plus encore que son prédécesseur, il est celui qui a ancré la coopération franco-allemande comme une donnée essentielle de la politique étrangère française et fait de la réconciliation durable avec l'Allemagne un de ses objectifs majeurs, la poignée de main de Verdun faisant figure de symbole.

Ainsi, sa présidence laisse un souvenir contrasté quant à son rapport avec l'Allemagne, même si ce qui semble prévaloir est l'image d'un couple fort agissant au profit du rapprochement entre les deux pays et de l'intensification de la construction européenne.

Partant de ces paradoxes, il est intéressant d'analyser la place de l'Allemagne dans la politique étrangère de François Mitterrand et de comprendre ce qui sous-tendait sa politique à l'égard de ce pays.

Une politique allemande en trois temps

Les quatorze années durant lesquelles le président socialiste a été au pouvoir sont marquées par une rupture chronologique évidente : 1989. Cette coupure vaut évidemment pour l'histoire européenne, et même mondiale, dans sa totalité. Elle est particulièrement pertinente pour la relation franco-allemande. Ainsi, de 1981 à 1989, celle-ci se déroule, comme depuis 1950, dans le cadre de la guerre froide, ce qui a pour conséquences l'allégeance de Bonn aux Etats-Unis, mais aussi la domination politique de Paris au sein du couple. De 1989 à 1995, la donne change fondamentalement puisque la réunification et la fin de l'affrontement Est-Ouest bouleversent l'équilibre du couple et le contexte dans lequel il évolue.

Malgré cette césure, on peut distinguer trois périodes différentes dans la politique allemande menée par François Mitterrand entre 1981 et 1995.

1981-1984 : l'entente nécessaire

Si François Mitterrand se montre au départ réticent face à la notion d'axe franco-allemand, il se rallie finalement à cette politique, conscient qu'il est de son importance pour relancer l'Europe, dont il fait, à partir de 1983, sa priorité.

En effet, le président socialiste se veut d'abord en rupture avec la politique de ses prédécesseurs de droite. Il affiche son intention de sortir du cadre étroit de la coopération bilatérale franco-allemande pour développer les rapports de la France avec ses autres partenaires européens¹. Il cherche ainsi à nouer des liens avec l'Angleterre, même dirigée par une Margaret Thatcher en tous points opposée à la politique économique et sociale du nouveau gouvernement français. Il mise aussi sur la proximité idéologique avec les pays méditerranéens où la gauche est également au pouvoir. Cette volonté d'élargir le champ de la politique étrangère française est renforcée par le fait qu'il s'entend mal avec le chancelier Schmidt. Celui-ci a clairement marqué, durant la campagne électorale, sa préférence pour une réélection de Valéry Giscard d'Estaing avec lequel il entretient une bonne relation. Il est au contraire en total désaccord avec son collègue socialiste sur la politique économique² et l'alliance avec les communistes lui fait horreur. Pourtant, malgré les velléités du président français de sortir de l'« axe » franco-allemand et en dépit d'une relation « fraîche » entre les deux hommes, la réalité s'impose vite à eux. Or, cette réalité c'est le caractère incontournable de l'entente franco-allemande³. Aucun autre pays en Europe n'est aussi proche de la France que la RFA. Les liens tissés depuis les années soixante sont un héritage unique. Des habitudes de concertation sont nées peu à peu au fil des décennies ; des projets de coopération industrielle ou culturelle sont en cours. En outre, les économies française et allemande sont tellement imbriquées qu'il est difficile d'en faire fi. Enfin, les intérêts stratégiques des deux partenaires sont intimement liés. Si François Mitterrand met effectivement en œuvre une politique de rapprochement avec les autres capitales européennes, c'est bel et bien avec Bonn qu'il entretient très vite une « amitié privilégiée », pour reprendre ses propres termes. D'ailleurs, les circonstances favorisent une coopération étroite.

La solidarité entre Paris et Bonn se joue en effet dès le départ à un double niveau, celui de l'économie et de la sécurité, dans un contexte où la France a besoin du soutien allemand sur le plan monétaire, tandis que l'Allemagne a besoin du

¹ A ce propos, voir notamment Hubert Védrine, *Les mondes de François Mitterrand, A l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, p.120 et suiv., et Marion Gaillard, *La politique allemande de François Mitterrand*, doctorat d'histoire contemporaine, Institut d'études politiques de Paris, 2007, p. 43-65.

² Voir sur ce point Jean Lacouture, *Mitterrand : Une histoire de Français, 2. Les vertiges du sommet*, Paris, Seuil, 1998, p. 99 et Archives nationales, 5AG4. CD 185. Dossier 1.

³ Les conseillers de l'Élysée insistent dans leurs notes sur ce point. Il en va ainsi de Jacques Attali le 10 juillet 1981, qui qualifie cette relation « d'élément irremplaçable de la stratégie multilatérale de la France » (AN, 5AG4. 4767), mais aussi de Pierre Morel pour lequel « aucune relation n'est aussi complexe, aucune ne conditionne autant notre avenir » (AN, 5AG4. 2224. Note du 5 octobre 1981.) ou encore de Jean-Michel Gaillard qui estime, dans une note à Jacques Attali le 8 août 1983 (Archives personnelles de Jean-Michel Gaillard) que « la relation franco-allemande [...] doit rester le point d'ancrage fondamental de l'avenir de la Communauté et de l'Europe » et qu'il « faut obstinément tisser cette relation [...] ». Les journalistes ne manquent pas non plus de souligner la nécessité de cette entente quelles que soient les relations personnelles entre les deux dirigeants, comme en attestent quelques titres d'articles : « Nécessité fait loi », *Le Monde*, 12 mai 1982, « France-Allemagne : la continuité », *Le Figaro*, 3 juin 1981. De même, dans un article paru dans *L'Express* du 17 juillet 1981, intitulé « Lieber François, cher Helmut », Bernard Ullmann estime-t-il : « Pas d'atomes crochus entre Mitterrand et Schmidt ? Face au dollar et aux SS 20 soviétiques, il faut bien qu'ils s'entendent ».

soutien français dans l'affaire des euromissiles. Entamée depuis la fin des années soixante-dix avec l'installation par l'Union soviétique de missiles nucléaires intermédiaires sur le sol est-allemand, cette crise, parmi les plus graves de la guerre froide, pose problème au chancelier Schmidt. C'est en effet à sa demande que l'OTAN a décidé, en 1979, le déploiement en Europe de l'Ouest, et notamment en RFA, de Pershing II et de missiles de croisière pour répondre à l'URSS et préserver l'équilibre tactique en Europe. Or, le Bundestag se montre réticent à avaliser cette décision. Les sociaux-démocrates, parmi lesquels Willy Brandt, figure éminente du SPD, y sont très largement opposés et le chancelier est donc isolé au sein de son propre parti. Or, il se trouve que le président français, bien que socialiste et allié avec des communistes, soutient depuis 1979 la position de l'OTAN et le fait savoir sans tergiverser, contrairement à son prédécesseur. François Mitterrand estime en effet que la rupture de l'équilibre nucléaire en faveur de l'URSS est tout à fait préjudiciable pour la sécurité du continent européen dans la mesure où cet équilibre est en grande partie ce qui a garanti la paix depuis quarante ans par la dissuasion et la certitude de la destruction mutuelle⁴. Ainsi, la prise de position de l'Élysée n'est pas déterminée par un réflexe de solidarité avec Bonn mais bien par la conviction profonde de son locataire. Il n'en demeure pas moins que cela revêt pour Helmut Schmidt une importance de premier ordre et contribue largement à rapprocher les deux hommes. Le départ du chancelier social-démocrate en octobre 1982 ne change rien à l'affaire puisque son successeur, le démocrate-chrétien Helmut Kohl, est lui aussi favorable au déploiement et le soutien du président français lui est précieux.

Si Paris peut aider Bonn sur ce point, il est un domaine où l'Allemagne peut à son tour soutenir la France : la monnaie. En effet, la politique économique du gouvernement socialiste fait fuir les capitaux, tandis que le taux d'inflation élevé, accompagné des mauvais résultats de la balance des paiements française, contribue encore à la baisse du franc. Pour éviter une sortie du SME, il est indispensable de changer de politique. Mais une contrepartie est nécessaire, ne serait-ce que sur le plan de l'affichage politique. Il faut donc négocier avec la RFA une réévaluation du mark pour minimiser la dévaluation du franc et montrer à l'opinion publique française que la politique économique du gouvernement n'est pas seule en cause.

C'est ainsi que François Mitterrand ira défendre, devant le Bundestag, l'installation des Pershing américains sur le sol ouest-allemand en janvier 1983 à l'occasion du vingtième anniversaire du traité de l'Élysée⁵, tandis que Helmut Kohl encouragera ses banquiers centraux à accepter une réévaluation du mark en mars de la même année⁶.

Cette solidarité se confirme au Conseil européen de Fontainebleau en juin 1984, quand Helmut Kohl refuse de céder aux sirènes de Margaret Thatcher sur la question du budget communautaire. Depuis 1974, Londres réclame une révision de sa contribution et le problème ne trouve de solutions que partielles et temporaires, bloquant ainsi largement le processus d'intégration. Chaque Conseil européen fait l'objet de vives discussions entre le Royaume-Uni et ses partenaires, agacés par

⁴ « Notre analyse et notre conviction, celle de la France, sont que l'arme nucléaire, instrument de cette dissuasion, qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix, dès lors qu'il existe l'équilibre des forces. [...]. Mais cet équilibre implique à mes yeux que des régions entières de l'Europe ne soient pas dépourvues de parade face à des armes nucléaires spécifiquement dirigées contre elles ». AN, 5AG4. CD 174. Dossier 1. Extrait du discours du Bundestag.

⁵ Sur la préparation du discours du Bundestag le 20 janvier 1983, voir AN, 5AG4. CD 174. Dossier 3.

⁶ Sur ce point, voir Marion Gaillard, *op. cit.*, p. 178-189.

l'attitude britannique. Or, François Mitterrand, qui a dû se résoudre à un changement radical de sa politique économique afin de rester dans le SME, souhaite que ce « sacrifice » ne soit pas vain. Il faut donc « désempourber » l'Europe. C'est ce à quoi il s'attèle lors de sa présidence de la Communauté au premier semestre 1984. Prenant personnellement en charge ce dossier, il entame un tour des capitales européennes pour trouver une issue pérenne à la question de la contribution britannique, clé de la relance. Ici encore, l'entente avec Bonn est primordiale. La RFA est en effet, comme la Grande-Bretagne, un contributeur net du budget de la CEE et Margaret Thatcher tente de la rallier à sa cause. Mais Helmut Kohl sait combien la construction européenne est positive pour son pays, tant sur le plan économique que politique. Elle doit donc se poursuivre et même s'intensifier et, pour ce faire, il ne peut pas compter sur Londres. Il privilégie donc l'alliance avec Paris au détriment d'une diminution de la contribution de son pays au budget communautaire⁷. C'est parce qu'elle n'a pas pu briser la solidarité franco-allemande que la Dame de fer a été contrainte d'accepter un accord qui est certes relativement favorable à son pays mais qui est loin de ce qu'elle souhaitait au départ⁸. François Mitterrand et Helmut Kohl ont ainsi réussi à remettre l'Europe sur les rails en obtenant un accord sur l'accroissement des ressources propres de la CEE et la mise en place de deux comités chargés de réfléchir à la prochaine étape de la construction européenne.

Dès lors, les deux hommes travaillent ensemble à cette relance de l'Europe qu'ils appellent de leurs vœux.

1984-1989 : L'intensification d'une relation

Durant cette période, la relation franco-allemande acquiert une densité nouvelle avec le développement de la coopération dans tous les domaines, et notamment dans ceux de la culture, avec la naissance d'Arte, et de la défense.

Sur ce dernier point, François Mitterrand et Helmut Kohl, qui ont choisi dès 1982 de faire vivre le volet militaire du traité de l'Elysée, font avancer considérablement les choses à force de volonté politique. C'est ainsi que sont créés la brigade franco-allemande, dont l'initiative revient, en 1987, au chancelier allemand, et le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, également voulu par l'Allemagne. Soucieuses d'un éventuel désengagement américain à un moment où Washington joue la carte de la détente avec l'URSS, les autorités allemandes, méfiantes quant à la pérennité de la nouvelle donne soviétique, cherchent à s'assurer de l'appui français. C'est d'ailleurs dans ces années-là que les discussions sur le nucléaire occupent nombre des entretiens entre les deux équipes de l'Elysée et de la Chancellerie. Bonn tente ici encore d'obtenir la protection de Paris en cas d'attaque soviétique dans le contexte de la négociation entre les deux Grands du traité sur les forces nucléaires intermédiaires, qui inquiète les dirigeants allemands. Mais Paris refuse de s'engager clairement sur une dissuasion élargie, arguant du fait que l'efficacité de la dissuasion française repose précisément sur le flou entretenu quant à

⁷ Voir notamment Jacques Attali, *Verbatim I, 1981-1986*, Paris, Fayard, 1993, p. 660 ; Margaret Thatcher, *10, Downing Street, Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1993, p. 447 et suiv.

⁸ Elle obtient une ristourne de 66% alors qu'elle demandait au départ 90% et doit également accepter l'augmentation des ressources propres de la CEE afin de développer de nouvelles politiques tout en continuant de financer la PAC.

ce qui est considéré comme l'intérêt vital⁹. Pourtant, malgré tout, François Mitterrand tente de donner des gages à son partenaire en évoquant par la voix de son ministre de la Défense, Charles Hernu, « des intérêts de sécurité qui sont communs »¹⁰ entre la France et l'Allemagne et en indiquant par ailleurs que l'intérêt de la France ne serait certainement pas de rester seule dans une Europe en ruines... Il va ainsi plus loin que tous ses prédécesseurs.

Mais, outre la question de la dissuasion élargie, Bonn est préoccupé par l'utilisation éventuelle par Paris de ses missiles tactiques dont la portée - 120 km pour les Pluton et 480 km pour les Hadès alors en construction - les feraient tomber sur le sol allemand. La Chancellerie demande donc la mise en place d'une procédure de concertation en cas de possible utilisation de ces missiles. Là encore, Paris est gêné. Il ne peut être question de faire participer le gouvernement de Bonn à la décision, qui appartient au seul président de la République française. Pourtant, devant l'importance du sujet pour les Allemands et au vu des liens étroits noués entre les deux pays, François Mitterrand accepte, en février 1986, de faire un geste que nul n'a fait avant lui : il se déclare favorable à une consultation sur l'emploi éventuel des armes préstratégiques sur le sol allemand¹¹, tout en rappelant que la décision ne peut être partagée. Cependant, cela ne satisfait pas entièrement les dirigeants de Bonn qui continuent de s'inquiéter de la destination éventuelle de « l'ultime avertissement » français. En effet, les armes tactiques ont pour but, dans la stratégie nucléaire, de frapper les troupes ennemies (soviétiques selon toute probabilité) là où elles se trouveraient avant de toucher directement ses forces vives, ce qui vise potentiellement l'Allemagne. Or, sur ce point aussi, François Mitterrand s'engage plus loin que tous ses prédécesseurs en assurant ses partenaires qu'« il n'y aura pas lieu de délivrer l'ultime avertissement sur le sol allemand » à l'occasion d'une interview au *Nouvel Observateur* le 18 décembre 1987. Ceci montre à quel point la relation entre les deux pays a encore pris de l'ampleur sous sa présidence. Pourtant, tout comme sur l'affaire des euromissiles, cette prise de position du président français correspond aussi à sa conviction profonde dans la mesure où il estime que l'ultime avertissement doit toucher les centres névralgiques de l'URSS. Il ne croit pas à l'utilité des forces intermédiaires et récuse la stratégie de la riposte graduée adoptée par l'OTAN dans les années soixante qui menace de faire de l'Europe un champ de bataille entre les deux Grands¹². Il n'en demeure pas moins que cette concession faite à l'Allemagne contribue à renforcer les liens entre les deux pays et entre leurs deux dirigeants.

Par ailleurs, François Mitterrand met toute son ardeur à relancer la coopération culturelle entre Paris et Bonn. Très attaché à promouvoir une meilleure

⁹ Conférence de presse de François Mitterrand et Helmut Kohl, Brégançon, 24 août 1985, Service de presse de la Présidence : « Il faut que cela reste vague. Parce que si ce n'était pas vague, ce serait précis, et si c'était précis, alors à l'avance on saurait ce qu'on entend défendre et ce qu'on entend ne pas défendre. Donc on est obligé de rester dans le vague ».

¹⁰ Propos du ministre cité dans *Le Monde* du 22 juin 1985

¹¹ Conférence de presse de François Mitterrand et Helmut Kohl, 28 février 1986, Service de presse de la Présidence : « [...] la France considère qu'elle a un devoir à l'égard du territoire allemand [...]. [...] nous n'entendons pas user du sol et des vies humaines sur un territoire ami sans avoir de conversations, de consultations, [...] avec le chancelier allemand ».

¹² Il le dit notamment à Hans-Jochen Vogel lors de leur entretien le 17 décembre 1987, archives personnelles de Jean-Michel Gaillard : « En fait, je ne crois pas du tout à l'utilité des armes préstratégiques [...]. L'ultime avertissement doit viser le territoire soviétique, la flotte soviétique ou les concentrations militaires soviétiques ».

connaissance mutuelle des deux peuples, il est persuadé que la culture est le terrain privilégié du rapprochement franco-allemand. Dans ce cadre, il accorde une importance particulière à l'apprentissage des langues, estimant qu'une unité politique entre les deux pays ne sera pas possible si la communication se fait en anglais et qu'il est nécessaire de pouvoir avoir accès à la culture de l'autre dans sa langue¹³. Il souhaite également développer les échanges scolaires et universitaires, tant entre les élèves qu'entre professeurs et les chercheurs¹⁴. En outre, il lui semble vital que l'Europe préserve sa spécificité culturelle face à l'importation massive de la culture américaine. C'est à son initiative qu'est lancé en 1988 le projet de télévision franco-allemande conçue comme un moyen de produire des œuvres européennes et de favoriser l'imbrication des sociétés par des programmes spécifiques sur l'histoire ou l'actualité des deux pays et de leurs relations.

C'est également dans cette optique d'une interpénétration accrue des sociétés française et allemande qu'est signé en juillet 1984 l'accord supprimant graduellement les contrôles aux frontières entre les deux pays, préfigurant ainsi la signature de celui de Schengen un an plus tard avec le Benelux.

Ces cinq années qui vont de 1984 à 1989 sont aussi celles d'un approfondissement fondamental de la construction européenne avec la signature de l'Acte unique en 1986 et le lancement de la réflexion sur l'union économique et monétaire. Or, le couple Mitterrand-Kohl s'est montré très actif dans la relance européenne qui a abouti à l'élaboration d'un nouveau traité et s'engage pleinement, en 1988-1989, dans celle qui doit mener l'Europe vers la monnaie unique. En effet, les deux hommes font travailler leurs cabinets ensemble sur des propositions pour chaque nouveau traité européen. Ceci constitue d'ailleurs un trait essentiel de la relation franco-allemande sous François Mitterrand. Les conseillers de part et d'autre se connaissent et ont pris l'habitude de s'écrire, de se téléphoner et de se rencontrer pour travailler de concert à la préparation des grands rendez-vous européens. Il s'agit d'élaborer des propositions en commun pour les présenter ensuite à leurs autres partenaires de la Communauté, ce qui confirme le rôle moteur du couple dans la construction européenne. Mais il faut aussi aplanir en amont des conseils les divergences qui ne manquent pas de voir le jour sur la plupart des dossiers. En effet, les visions française et allemande ne convergent pas naturellement, tant les situations et les traditions des deux pays diffèrent sur bien des points (rapport aux Etats-Unis, nature de l'Europe, budget, politique agricole...). Mais le propre de cette amitié sans égal au niveau mondial est de faire en sorte de régler ces contentieux au niveau bilatéral pour présenter, le plus souvent possible, un front commun au niveau européen¹⁵. Cette capacité à créer du compromis est l'une des caractéristiques fondamentales de cette période, qui se distingue en cela de la présidence de Jacques Chirac où les propositions communes pour l'Europe se sont faites rares. Aux yeux de

¹³ Il déclare le 27 octobre 1986 à Francfort, Service de presse de la Présidence : « Il n'y aura pas d'unité politique forte entre nos deux pays si nous sommes obligés de communiquer en anglais ».

¹⁴ Discours du 19 octobre 1987 à l'université Friedrich Wilhelms de Bonn, Service de presse de la Présidence : « Nous devons développer l'enseignement précoce dès le point de départ du français et de l'allemand, faciliter l'obtention simultanée de l'*Abitur* et du baccalauréat, favoriser l'accès à l'enseignement supérieur du pays partenaire. [...]. Je pense aussi à l'utilité des études et des recherches communes dans les domaines des sciences sociales et de l'histoire : c'est la connaissance mutuelle des deux peuples et leur compréhension qui s'en trouveront consolidées ».

¹⁵ Sur la coopération franco-allemande au niveau européen entre 1985 et 1988, voir Marion Gaillard, *op. cit.*, p. 367-400.

François Mitterrand et Helmut Kohl, le devoir historique de leurs deux pays est de montrer combien la volonté politique peut l'emporter sur les lois de l'hérédité et parvenir à renverser le cours de l'histoire pour faire de deux anciens ennemis les exemples d'une relation pacifiée et motrice pour l'ensemble du continent, voire du monde¹⁶.

1989-1995 : La solidité malgré les épreuves

L'année qui s'écoule entre la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, et la réunification allemande, le 3 octobre 1990, est une année dense et riche en événements, en tensions, mais aussi en avancées pour la construction européenne. Elle aurait pu mettre à mal la qualité de l'entente entre Paris et Bonn. Tel n'a pas été le cas finalement. Les désaccords ont sans doute été plus profonds que d'ordinaire, mais l'amitié semble largement avoir été préservée¹⁷. François Mitterrand a été accusé d'avoir voulu empêcher l'unité allemande. Cela ne semble pas correspondre à la réalité. Mais il a indéniablement cherché à encadrer un processus qu'il ne souhaitait pas si rapide. Il a voulu s'assurer d'un certain nombre de garanties relatives au maintien de la paix et à la poursuite de l'engagement européen de l'Allemagne¹⁸.

C'est pour cela qu'il a tant insisté sur la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse au risque de se brouiller avec Helmut Kohl qui a trop tergiversé sur ce point, y compris aux yeux de certains Allemands, dont l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher. Au risque aussi d'être accusé en France de ne pas se montrer un ami fidèle des Allemands par ceux-là mêmes qui lui auraient sans doute reproché sa légèreté s'il avait agi autrement.

C'est pour cela également qu'il a poussé le chancelier à accepter, dès le Conseil européen de Strasbourg en décembre 1989, le principe de la convocation d'une

¹⁶ Allocution de François Mitterrand à l'issue de son entretien avec Helmut Kohl à Bad Kreuznach le 29 octobre 1984, Service de presse de la Présidence : « Nous avons eu de l'ambition pour nos deux pays. Il le fallait après les déchirements et les destructions. De l'ambition, cette ambition a donné à l'Europe, et particulièrement à l'Europe occidentale, un nouveau destin. [...]. Nous avons eu de l'ambition pour l'Allemagne et la France. Que maintenant la Communauté de l'Europe ait de l'ambition pour elle-même et nos deux pays peuvent puissamment y contribuer. Ayons de l'ambition pour cette Europe. [...]. Ayons de l'ambition pour l'Europe facteur d'équilibre mondial, [...]. Ayons de l'ambition pour l'Europe capable de dire son mot et de peser afin que l'humanité se dirige enfin sur le chemin de la paix. [...]. Non pas que nous nous considérions comme le centre du monde, [...], mais nous sommes des points d'équilibre du monde. Réussir l'amitié franco-allemande, c'est aussi réussir la Communauté de l'Europe, et à partir de là, c'est réussir à ce à quoi nous aspirons tous, choisir entre la paix et la guerre. Contribuer à l'édification de la civilisation, d'une civilisation qui saura triompher de tout ce qui prétend aujourd'hui la détruire ».

¹⁷ On peut citer par exemple des extraits du livre du chancelier Kohl, *Je voulais l'unité de l'Allemagne*, Paris, Editions de Fallois, 1997, lorsqu'il évoque leurs désaccords à cette époque (p. 251.) : « Mitterrand dit qu'il ne voulait pas donner l'impression d'être un mauvais ami. [...] ; il voulait faire avec moi tout ce qui devait être fait. "Sinon, avec qui le ferais-je ? Peut-être sommes-nous déjà une sorte de vieux couple !" ». Plus loin (p. 271.), il évoque une discussion houleuse entre eux le 14 mars 1990 à propos de la frontière Oder-Neisse, qu'il analyse comme « un orage purificateur auquel un vieux couple doit pouvoir résister », pour conclure : « C'est ce qui se passa. Cela ne changea rien à notre amitié ».

¹⁸ Sur l'attitude de François Mitterrand face à la réunification allemande, voir Marion Gaillard, *op. cit.*, p. 406-599, Frédéric Bozo, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande, De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005 et Tilo Schabert, *Mitterrand et la réunification allemande, Une histoire secrète (1981-1995)*, Paris, Grasset, 2005

conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire, afin de s'assurer que l'unité allemande s'accompagnerait d'une unité européenne renforcée¹⁹.

Quant à sa tentative de faire renaître la Triple Entente en se rapprochant de l'URSS et du Royaume-Uni, elle reste sujette à controverses chez les historiens. On peut cependant affirmer que l'idée d'une alliance anglo-française face à la menace d'une Allemagne réunifiée a vite tourné court. François Mitterrand est trop réaliste pour penser pouvoir vraiment empêcher la réunification, qu'il cherche à insérer dans une unification européenne plus aboutie, tandis que Margaret Thatcher s'oppose totalement à l'unité, tout en refusant l'approfondissement européen voulu par le président français. Sur l'éventualité d'une alliance de revers avec Moscou, les choses sont plus complexes car les documents disponibles, notamment les verbatims des entretiens entre Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand, montrent que ce dernier a tenu des propos pour le moins ambigus à son homologue soviétique. Cependant, il manque certaines sources et la fiabilité de celles qui sont disponibles est parfois sujette à caution. Ce qui apparaît clairement, c'est que le président français s'est montré soucieux de ne pas brusquer Gorbatchev pour ne pas l'acculer à une réaction brutale mais aussi de ne pas risquer de provoquer son renversement par les durs du régime. En cela, il n'a pas agi différemment de ses homologues, notamment du président américain George Bush, qui s'est également inquiété du rythme rapide que le chancelier a voulu imprimer au processus, craignant la réaction de Moscou²⁰. Il s'agissait donc pour l'Élysée de s'assurer que la réunification allemande ne remette en cause ni la nouvelle orientation soviétique, ni la paix si chèrement acquise sur le continent, ni la construction européenne.

Immédiatement après la réunification, François Mitterrand et Helmut Kohl se lancent d'ailleurs dans la négociation du traité de Maastricht. Ils le font en tandem, comme ils en ont l'habitude depuis 1984, sans pour autant être en accord sur tous les aspects du futur traité. Mais ils cherchent constamment à présenter une ligne commune lors des négociations à douze et donc à régler leurs différents avant les grands rendez-vous européens. En cela, c'est donc la continuité qui l'emporte, malgré la réunification.

Pourtant, durant l'élaboration du traité sur l'Union européenne, éclate le conflit yougoslave qui voit s'opposer frontalement Paris et Bonn. Il s'agit sans doute d'une des divergences les plus importantes entre François Mitterrand et Helmut Kohl. Le premier souhaite encadrer le processus menant à l'indépendance des nouvelles républiques et n'accorder la reconnaissance qu'une fois obtenues les garanties d'un règlement pacifique des tensions entre les différentes communautés. Le second, soumis à la pression des quelques 700 000 Croates présents en Allemagne

¹⁹ Dès le 18 octobre 1989, en marge d'une note d'Hubert Védrine (Archives personnelles d'Hubert Védrine) lui indiquant qu'il faut « accompagner le mouvement vers l'unité » par une accélération de la construction européenne, le président indique que « la question des rythmes comparés est essentielle ». Il l'avait déjà affirmé dès le 19 septembre 1989 lors d'une conférence de presse à Lisbonne, répondant à la question d'un journaliste lui demandant si les événements en Allemagne de l'Est représentaient un danger pour la construction européenne (Service de presse de la Présidence) : « Non, [...], ce serait plutôt une invitation à faire mieux et plus vite, plutôt un encouragement ».

²⁰ Propos tenus par Brent Scowcroft, conseiller à la Sécurité nationale de George Bush : « A la mi-novembre, notre position sur l'Allemagne était donc arrêtée : il fallait agir en fonction des réactions de l'Union Soviétique et des conséquences de l'unification sur les réformes en cours dans ce pays », dans George Bush et Brent Scowcroft, *A la Maison Blanche, 4 ans pour changer le monde*, Paris, Odile Jacob, 1999, p. 213.

et à celle du Vatican, pousse pour une reconnaissance immédiate²¹. Isolé au sein de l'UE, il finit par reconnaître unilatéralement la Croatie et la Slovénie le 23 décembre 1991, alors que l'Union ne le fera qu'en janvier 1992. Ce choix est jugé désastreux à Paris et l'incompréhension est totale entre les deux diplomaties. Il ne remet pourtant pas en cause la bonne entente des deux équipes qui tentent de gérer ensemble la suite du conflit yougoslave, notamment son extension à la Bosnie.

Les dernières années de la présidence de François Mitterrand, après la ratification du nouveau traité, donnent l'impression d'un président en retrait. Si l'amitié demeure entre les deux hommes, le couple franco-allemand fonctionne moins bien, notamment sur la question européenne. A l'heure de la réflexion sur la nature de l'UE et sur la nécessaire refonte de son système institutionnel, les deux pays ne parviennent plus à présenter un front commun, comme ce fut le cas dans les années précédentes. En effet, si l'Allemagne se montre favorable à une évolution fédérale de l'UE, la France, par ailleurs en cohabitation, y est plus réticente.

François Mitterrand concentre alors essentiellement l'énergie qui lui reste sur l'héritage qu'il souhaite laisser. La relation franco-allemande y occupe une place centrale et le président, inquiet que ses successeurs et ceux du chancelier ne soient pas aussi conscients de son importance²², se montre soucieux d'ancrer pour l'avenir l'acquis de la réconciliation franco-allemande. Il le fait à travers des gestes forts qu'il veut symboliques, comme le défilé des soldats allemands de l'Eurocorps sur les Champs-Élysées le 14 juillet 1994 ou le très controversé discours du 8 mai 1995 à Berlin, dans lequel il évoque le courage des soldats de la Wehrmacht indépendamment de l'idéologie qu'ils défendaient²³... Œuvrer pour la paix entre les deux peuples, et plus largement au plan européen, telle est, plus qu'à aucun moment, son ultime ambition.

²¹ Ainsi, Hans-Dietrich Genscher évoque la pression du Vatican avec Roland Dumas le 18 septembre 1981, et ce non sans humour (Archives personnelles de Roland Dumas) : « Le Cardinal Sodano m'a appelé il y a quelques jours, pour me demander que l'Allemagne montre l'exemple dans la voie de la reconnaissance. Le Vatican suivrait. J'ai répondu : "Moi, je suis protestant. Adressez-vous à la France, fille aînée de l'Eglise catholique !" ». Pourtant, la pression se faisant de plus en plus forte, le chancelier indique au président français le 15 novembre 1991 lors de leur entretien (AN, 5AG4. CDM33.Dossier 1) qu'il va « être obligé de reconnaître la Croatie » et, face aux tentatives de son homologue de le faire changer d'avis, il poursuit : « Sans doute, mais la pression chez moi est très forte. Je ne peux plus tenir. Mon parti, mes alliés libéraux, l'Eglise, la presse, sans compter les 500 000 Croates qui vivent en Allemagne, tout le monde pousse [...] ».

²² Le 30 mai 1994, lors du 63^e sommet bilatéral, il évoque son souhait de voir cette amitié pérennisée : « J'émet de vœux pour que, dans les années qui viennent, qui sont si importantes pour notre avenir commun, la continuité soit assurée et que la même passion pour l'amitié franco-allemande et pour la construction européenne soit l'un des motifs principaux de l'action politique de ceux qui gouverneront nos pays » (Service de presse de la Présidence). Dans son interview à *L'Express* le 14 juillet 1994, interrogé sur les dirigeants à venir, il évoque sa crainte : « Je constatais l'autre jour, lorsque nous discutions à Corfou, que je devais être le dernier de ceux qui étaient autour de la table à avoir fait la guerre. La Seconde Guerre mondiale. Et que Helmut Kohl était l'un des rares, sans l'avoir faite, parce qu'il était trop jeune, à l'avoir vécue... La mémoire historique existe, mais enfin les parents savent bien que leur expérience ne sert pas beaucoup à leurs enfants ! D'une génération à l'autre, le témoin passe d'une façon incertaine ».

²³ Discours de Berlin, 8 mai 1995, Service de presse de la Présidence : « Je ne suis pas venu ici célébrer la victoire dont je me suis réjoui pour mon pays en 1945. Je ne suis pas venu souligner une défaite, parce que j'ai su ce qu'il y avait de fort dans le peuple allemand, ses vertus, son courage – et peu importe son uniforme, et même l'idéologie qui habitait l'esprit de ces soldats qui allaient mourir en si grand nombre. Ils étaient courageux. Ils acceptaient la perte de leur vie. Pour une cause mauvaise, mais leur geste n'avait rien à voir avec cela. Il faut s'en rendre compte ».

Ressorts et ambiguïtés de la relation franco-allemande

Par-delà les coupures chronologiques qui jalonnent les quatorze années de la politique allemande de François Mitterrand, il existe des continuités certaines qui marquent profondément la nature de la relation entre la France et l'Allemagne.

François Mitterrand et l'Allemagne : entre expérience personnelle et héritage du passé

Les sentiments du président socialiste vis-à-vis de l'Allemagne ne sont pas sans conséquence sur sa politique à l'égard de ce pays. Or, ils sont pour le moins complexes. En effet, ils mêlent admiration pour la grandeur de la Prusse, pour l'étendue et la diversité de la culture allemande et pour l'histoire tourmentée mais volontariste de ce pays, d'un côté, et méfiance traditionnelle d'un Français à l'endroit d'un Etat dont la France a eu à subir à plusieurs reprises la force militaire et l'occupation, de l'autre. Il peut ainsi, en privé, se laisser aller à des propos d'où ressortent clairement les craintes face à une puissance allemande qu'il juge volontiers dominatrice²⁴. La construction européenne est d'ailleurs pour lui, comme pour les dirigeants de la IV^e République, un moyen d'encadrer l'Allemagne. Le plan Schuman en mai 1950 a, entre autres, pour objectif de pouvoir surveiller, au sein d'une enceinte européenne, la reconstruction, voulue par les Etats-Unis dans le contexte de guerre froide, du potentiel industriel et militaire allemand. De même, en octobre de la même année, le plan Pleven, qui doit aboutir à la création de la Communauté européenne de défense, est un moyen pour Paris de répondre à l'injonction américaine de réarmement de la RFA dans le cadre de la guerre de Corée. La France ne souhaitant ni la réindustrialisation ni la remilitarisation de l'Allemagne, mais ne pouvant s'opposer à la volonté américaine, trouve dans l'unification européenne le moyen de donner satisfaction au protecteur américain tout en se prémunissant d'un retour à une puissance allemande indépendante et autonome. L'Allemagne sera sans doute puissante mais elle sera insérée dans un ensemble plus vaste, la Communauté européenne. La volonté de François Mitterrand d'accélérer le processus menant à l'unification monétaire de l'Europe à l'automne 1989, quoiqu'il s'en soit défendu, correspond bien à cette tradition française de voir dans l'Europe une garantie contre la résurgence d'une Allemagne trop puissante faisant cavalier seul. Cette politique est d'ailleurs antérieure à l'aventure communautaire des années cinquante. On peut en effet analyser la diplomatie des années vingt sous cet angle. Ne pouvant finalement « faire payer » l'Allemagne, Paris avait dû se résoudre, en 1924, à changer de cap et à s'engager dans la voie de la réconciliation sous l'égide d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann. Mais la France avait alors veillé à faire avaliser la reconnaissance par Berlin des frontières occidentales de l'Allemagne par le concert des nations européennes à Locarno et à réinsérer cette dernière dans le jeu international (parrainage pour entrer à la SDN en 1926). Il s'agissait donc déjà, en quelque sorte, de tenter d'intégrer l'Allemagne, dont on ne pouvait museler la puissance, dans un ensemble plus vaste. La Communauté n'existant pas à l'époque, on le faisait *via* les

²⁴ On peut ainsi trouver dans le compte rendu du Conseil des ministres du 7 juillet 1983 les propos suivant sur les Allemands, qui « ont toujours l'œil sur la Russie, c'est le seul endroit où ils peuvent s'étendre », dans Tilo Schabert, *op. cit.*, p. 35.

conférences internationales et la SDN, mais aussi en proposant précisément la création d'une Europe unie (mémoire Briand).

Malgré cette méfiance très française à l'égard de son voisin oriental, François Mitterrand lui voue cependant une grande admiration, moins courante pour un Français. Il évoque ainsi l'Allemagne comme étant « la terre de Goethe et de Schiller, le pays d'Hoffmann, la vieille Allemagne, notre mère à tous »²⁵ et parle du peuple allemand en des termes très élogieux : « ce grand peuple noble et courageux que nous avons appris à connaître, et le connaissant à aimer »²⁶. Car François Mitterrand a, effectivement, été amené à rencontrer le peuple allemand, et ce à l'occasion de sa détention pendant la Seconde Guerre mondiale. Or, il garde de cette expérience un souvenir plutôt agréable du peuple allemand, comme il le dit à plusieurs reprises, soit dans ses entretiens avec ses homologues allemands²⁷, soit dans ses discours publics²⁸ ou dans son livre *De l'Allemagne, de la France*.

Les représentations de l'Allemagne et de sa puissance sont donc très mitigées chez François Mitterrand. Elles sont le fruit de l'Histoire mais aussi de son histoire propre. Il s'inscrit dans la continuité d'une politique d'encadrement de ce puissant voisin dans une Europe qu'il souhaite voir se développer davantage, mais se montre aussi désireux d'approfondir les liens de la France avec ce pays dont il admire l'histoire et la culture.

Le rapport aux deux Grands, source d'ambiguïtés et de tensions entre Paris et Bonn

Indépendamment de cet héritage et des sentiments de son président, la relation de la France à l'Allemagne est emplies d'ambiguïtés et de malentendus, au premier rang desquels le lien avec les deux Grands. Bonn joue la carte française pour combler les manques de l'alliance américaine ; Paris joue la carte allemande pour tenter de faire contrepoids à l'hégémonie des Etats-Unis au sein du bloc occidental. L'Allemagne veut donc développer la coopération franco-allemande en matière de défense, mais ne peut aller très loin dans la mesure où elle appartient à l'organisation militaire de l'Alliance atlantique et où sa sécurité passe avant tout par Washington. La France voudrait voir Bonn s'engager dans une défense bilatérale et européenne plus autonome de l'OTAN, ce que celle-ci ne peut accepter. Mais surtout, la France a parfois une position paradoxale. Elle souhaiterait que l'Allemagne soit capable de s'émanciper de la tutelle américaine, notamment sur les questions de défense, mais, en même temps, si elle donne des signes d'éloignement vis-à-vis des Etats-Unis, alors

²⁵ Note manuscrite du président dans le dossier préparatoire du discours du Bundestag du 20 janvier 1983, AN, 5AG4. CD 174. Dossier 1.

²⁶ *Idem*.

²⁷ Compte rendu de l'entretien entre François Mitterrand et Helmut Kohl le 4 octobre 1982, AN, 5AG4. CD 190. Dossier 5 : « Je dois dire que, personnellement, j'ai éprouvé plutôt de la sympathie pour l'Allemagne. Je n'ai jamais rencontré, ni moi ni mon petit groupe, d'Allemand brutal ou même exagérément répressif. Mes premiers Allemands sont ceux que j'ai rencontrés en 1941-1942 et je suis toujours en contact avec eux. »

²⁸ Discours de Berlin, 8 mai 1995, Service de presse de la Présidence : « [...] j'ai connu des Allemands. Oui je les ai connus. C'était quelquefois mes gardiens. C'étaient des soldats allemands chargés de m'empêcher de retrouver ma liberté, et qui n'y sont d'ailleurs pas parvenus. C'était une partie de votre peuple qui échappait en vérité aux commandements, aux directives, aux enthousiasmes fallacieux, aux rassemblements, à la passion, [...], des Allemands qui résistaient peut-être sans le savoir, parce qu'ils étaient tout simplement d'honnêtes gens. »

Paris s'en inquiète, comme cela fut le cas en 1981-1983 à propos des euromissiles, lorsque se développait outre-Rhin un très fort courant pacifiste. On touche ici à la problématique des rapports de Bonn avec Moscou et au double problème allemand, celui de la sécurité et de l'unité. La peur de Paris est bien que la République fédérale, craignant pour sa sécurité et cherchant le chemin vers son unité, ne soit tentée de se rapprocher de l'URSS, qui pourrait finalement accepter la réunification contre la neutralisation de l'Allemagne. Or, ceci mettrait en péril la sécurité de la France elle-même dans la mesure où une dérive neutraliste de l'Allemagne la placerait en première ligne face à l'Union soviétique.

Cette problématique n'est d'ailleurs pas nouvelle. En effet, le général de Gaulle avait souhaité développer les relations des deux pays en matière de défense à travers le volet militaire du traité de l'Elysée, notamment pour permettre à la France et à l'Europe d'être plus indépendantes des Etats-Unis. Or, si le chancelier Adenauer avait accepté cette partie du traité, c'était dans le contexte particulier du changement de doctrine de l'OTAN. Le passage de la stratégie des « représailles massives » à celle de la « réponse flexible » diminuant le niveau de garantie de l'intervention américaine face à la menace soviétique, la création de liens franco-allemands dans le domaine de la défense lui apparaissait alors comme un moyen d'accroître la sécurité de son pays. C'est donc bien pour combler les lacunes de l'alliance avec Washington qu'il avait engagé son pays sur ce chemin. Pourtant, la protection du parapluie nucléaire américain demeurerait indispensable pour Bonn, ce qui explique que le Bundestag, au moment de la ratification du traité, lui ait adjoint un préambule rappelant les liens de la RFA avec les Etats-Unis et son appartenance à l'OTAN. Les contradictions allemandes ne sont donc pas neuves. Mais celles de la France non plus, comme en atteste la période pompidolienne. En effet, si la France gaullienne avait souhaité voir son partenaire allemand s'émanciper de la tutelle américaine, le président Pompidou ne voit pas d'un bon œil le changement de diplomatie insufflé par Willy Brandt à partir de 1969. L'*Ostpolitik*, qui se traduit par un rapprochement entre Bonn et Moscou, inquiète Paris, qui craint déjà une possible neutralisation de l'Allemagne en échange de sa réunification, d'où la relance par Georges Pompidou de la construction européenne lors du sommet de La Haye et le rapprochement avec Londres.

On voit donc combien les liens avec les deux grandes puissances sont sources d'interrogations et d'ambiguïtés au sein du couple franco-allemand.

Très au fait de ce « problème allemand »²⁹, François Mitterrand développe donc une politique de coopération intense avec Bonn qui a pour but d'ancrer l'Allemagne à l'Ouest, dans l'OTAN, dans la CEE et dans une alliance avec la France³⁰. Ce rapprochement franco-allemand sans précédent, et notamment dans le domaine militaire, a donc, entre autres, pour objectif de détourner l'Allemagne de l'URSS.

Quel équilibre au sein du couple ?

²⁹ Sur ce sujet, voir Tilo Schabert, *op. cit.*, p. 32-65.

³⁰ « Pour Bonn, il est clair que la France poursuit avant tout, en matière de sécurité, son propre intérêt national : une République fédérale politiquement stable, militairement forte, loyale à l'égard de l'OTAN et sourde aux sirènes du neutralisme », Jérôme Dumoulin, « Défense : un dialogue ambigu », *L'Express*, 25 mars 1983.

La question de l'équilibre au sein du couple est une autre ambiguïté majeure de la relation Paris-Bonn. Paris s'est toujours vu comme ayant vocation à être le partenaire dominant, fort de son statut de vainqueur et de puissance occupante, de son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et de son arme nucléaire. Bonn disposait de son côté de la puissance économique et monétaire, mais cela ne suffisait pas à en faire vraiment l'égal de la France. Pourtant, l'écart économique croissant entre les deux partenaires a tôt fait de rééquilibrer le couple, d'autant que l'*Ostpolitik* a fait de Bonn un partenaire privilégié de Washington et de Moscou depuis les années soixante-dix. D'où la volonté de François Mitterrand de sortir la France de son infériorité économique pour rétablir sa position au sein du couple. Cette motivation n'est en effet pas absente de ses choix de politique économique à partir de 1982. La France ne pourra plus longtemps tenir son rang si le déficit commercial avec la RFA continue de se creuser, tandis que le différentiel d'inflation demeure impressionnant. Mais à peine commence-t-il à obtenir des résultats dans ce sens que la réunification vient bouleverser la donne dans la mesure où elle fait sortir Bonn de son statut de « nain politique ». Durant sa présidence, François Mitterrand doit donc adapter sa politique allemande à un changement majeur : le passage d'un « déséquilibre équilibrant » à un « équilibre déséquilibrant ». En effet, avant 1989, la France dispose de la puissance politique, la RFA de la puissance économique. Or, ce déséquilibre aboutit à une relation relativement équilibrée au final. Après 1989, l'Allemagne gagne en puissance politique, recouvrant sa souveraineté pleine et entière, tandis que la France engrange petit à petit les bénéfices économiques de sa politique de « désinflation compétitive ». Cette double évolution place davantage les deux pays sur un plan d'égalité puisqu'ils sont désormais tous les deux des puissances économiques et politiques. Mais cet équilibre se révèle déstabilisant pour le couple qui peine à trouver son rythme de croisière dans ce nouveau contexte.

La politique allemande, pilier de la politique étrangère de François Mitterrand

Malgré les arrière-pensées et en dépit des changements de contexte, ce qui prédomine *in fine* c'est que la relation franco-allemande est l'un des pans essentiels de la politique étrangère de François Mitterrand. Pourquoi ? Parce que l'Europe en est sans doute l'objectif majeur, l'Europe à la fois garantie de la paix et vecteur de puissance dans le monde. Car telle est bien l'obsession française depuis 1950 : préserver la paix, redonner à la France une place de choix sur la scène internationale et assurer l'indépendance de l'Europe dans le monde, d'abord entre les deux Grands, puis face aux Etats-Unis. Or, de tout cela, la construction européenne et l'Allemagne sont les clés. Construire l'Europe, c'est assurer la paix, permettre au Vieux Continent de retrouver sa place dans le monde et donner à la France, « leader naturel » de cette Europe en construction, le rang qu'elle mérite. Mais pour faire l'Europe, il faut s'entendre avec Bonn. C'est ce qu'avaient compris les dirigeants de la IV^e République, c'est ce que comprend François Mitterrand. Donc, l'alliance étroite avec l'Allemagne est avant tout le moyen pour la France de pousser les feux d'une construction européenne dans laquelle elle voit à la fois l'assurance de la paix et la clé de la puissance retrouvée.

Or, en plus d'être indispensable à la réalisation de l'unité de l'Europe, l'entente franco-allemande a une valeur intrinsèque. Elle œuvre en effet à elle seule à ces deux objectifs majeurs de la France : la paix et la puissance.

La réconciliation, scellée par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle en 1962 à Reims et en 1963 avec le traité de l'Élysée, est parachevée par l'image symbolique de Helmut Kohl et François Mitterrand se donnant la main à Verdun en 1984. Le président français souhaite faire de cette réconciliation un acquis irréversible et il concentre son action sur ce point en multipliant les références historiques et les symboles, en cherchant à développer l'imbrication des administrations et en tentant d'impulser une meilleure connaissance réciproque des deux peuples. Il a pour cela à ses côtés le chancelier Kohl qui, comme lui, a été marqué par les guerres et a donc, comme lui, l'obsession de la paix.

Mais Paris cherche aussi à restaurer, *via* la coopération avec l'Allemagne, sa puissance par la mise en commun des ressources des deux pays au profit de projets franco-allemands dans les domaines scientifiques, culturels ou militaires, visant à émanciper la France et l'Europe de la domination américaine. Car ces projets bilatéraux sont souvent vus comme le laboratoire d'une coopération plus vaste au niveau européen. La France et l'Allemagne, ensemble, doivent donner l'exemple, montrer le chemin, ouvrir la voie vers la mise en place de réalisations européennes pouvant concurrencer la toute-puissance américaine. Ainsi, le développement d'une défense franco-allemande a-t-il ses objectifs propres – notamment ancrer l'Allemagne à l'Ouest ou partager les coûts de la fabrication des armements – mais il répond aussi au souhait du président français de voir un jour naître une défense européenne, dont le rapprochement franco-allemand ne serait que le début. De même, l'intensification des relations culturelles entre les deux pays est conçue comme le levier d'une Europe de la culture capable de financer des films ou des programmes de télévision d'origine européenne et de qualité, pouvant faire contrepoids à l'hégémonie de l'industrie hollywoodienne en Europe³¹. Et l'on revient donc ainsi à l'importance de la coopération franco-allemande au profit de l'unification européenne.

La politique allemande de François Mitterrand n'est donc rien d'autre qu'un moyen au service d'une politique étrangère globale. Elle est toute entière tendue vers l'Europe, elle est pour lui l'instrument d'une ambition plus vaste pour assurer la paix et la puissance du continent européen et de la France³². Il le dit lui-même lors d'un

³¹ Lors du sommet culturel franco-allemand de Francfort en octobre 1986, il déclare dans sa conférence de presse : « Evitons que l'imaginaire des jeunes Européens soit peuplé exclusivement de références extérieures. Fière à juste titre d'un patrimoine que j'appellerais sans égal, l'Europe ne peut se contenter de la contemplation d'un passé glorieux et de la conservation de ses propres vestiges ». Le 1^{er} novembre 1988, à Aix-la-Chapelle, il poursuit cette réflexion : « à compter du moment où nous recevrons la technique japonaise et la culture américaine, aussi intéressantes que soient ces techniques, aussi enrichissante que soit cette culture, que deviendront nos racines [...] ? S'ouvrir aux images venues d'ailleurs, bien entendu il le faut aussi. Ce que je dis là ne signifie pas qu'il faille se fermer aux autres formes d'expression mais on ne peut accepter passivement d'en être submergé. Ce serait renoncer à créer et à être soi-même. Où se forment les structures du cerveau, l'imagination, la part de rêve et le langage sinon là où se trouve la culture de ceux qui ont vécu sur notre terre, dans ce continent qui en a lui-même formé d'autres ». Service de presse de la Présidence

³² « Je considère que c'est l'intérêt de la France que de réussir cette entreprise avec l'Allemagne et que de bâtir avec elle l'Europe. [...]. L'intérêt de la France, c'est d'assurer sa pérennité dans ce qu'elle a de meilleur, en demeurant l'un des grands pays du monde et en faisant que sa voix porte sur l'étendue de la planète. Et bien je pense que la France en Europe, avec l'Europe et par l'Europe sera demain, plus

discours à Baden-Baden en novembre 1994 : « l'entente franco-allemande ne prend tout son sens que parce qu'elle est au service de l'unité européenne »³³. Comme si la réconciliation entre deux peuples s'étant maintes fois affrontés ne se suffisait pas à elle-même. Pour François Mitterrand, malgré l'importance de cette réconciliation, ce qui sublime la relation franco-allemande c'est son rôle de moteur de l'Europe, cette Europe qu'il a souhaitée dès 1948, qu'il a critiquée comme étant trop « marchande », trop centrée sur les échanges et l'économie et à laquelle il a finalement « sacrifié » le programme pour lequel il avait été élu, choisissant de rester dans le SME en 1983, acceptant la libre circulation des capitaux sans harmonisation préalable de la fiscalité de l'épargne en 1988-1989, renonçant enfin à l'indépendance monétaire au nom de la monnaie unique. L'Europe a donc été, à partir de 1983, l'horizon de toute son action. Entre lui et cet horizon se tenait le voisin allemand. Il fallait donc s'entendre. Ce fut chose faite, dès 1982 lors de sa première rencontre avec Helmut Kohl, puis en 1983 au Bundestag, enfin en 1984 à Fontainebleau et à Verdun. La suite n'a été que la continuation des bases jetées dans ces années-là, le temps passant ajoutant à la raison la complicité, voire l'amitié.

L'auteur

Docteur en histoire et maître de conférences à l'IEP de Paris, Marion Gaillard est spécialiste des relations franco-allemandes et de la construction européenne dans ses aspects historiques et actuels.

Résumé

La présidence de François Mitterrand a été marquée par un rapprochement franco-allemand sans précédent, symbolisé par la poignée de main de Verdun. C'est durant son double septennat que la coopération entre les deux pays, héritée des décennies précédentes, a pris toute son ampleur. Or, la politique allemande de François Mitterrand s'inscrit dans sa vision globale de ce que sont les intérêts de la France, c'est-à-dire le maintien de la paix à travers la réconciliation avec l'Allemagne et l'intensification de la construction européenne, dont Bonn est par ailleurs la clé. Le couple franco-allemand est ainsi un outil au service de l'Europe, elle-même conçue comme le levier de la puissance française et l'assurance d'un avenir pacifique.

Mots-clés

Mitterrand ; Kohl ; réunification ; Pershing II ; relations franco-allemandes ; Europe ; Maastricht.

Abstract

François Mitterrand's presidency oversaw an unprecedented improvement of the relations between Germany and France, as symbolised by the handshake at Verdun. The cooperation between the two countries, continuing from previous decades, reached its maximum breadth during his mandate. François Mitterrand's German policy is part of his whole vision of France's interests - namely, keeping peace through reconciliation

encore qu'aujourd'hui en mesure de faire entendre et de faire comprendre ce qu'est notre façon de penser. Sans l'Europe, la France et l'Allemagne, en dépit de leur génie, en dehors de leur histoire, risquent demain d'être peu de chose dans l'histoire du monde. Ensemble, avec d'autres, elles seront beaucoup. Ensemble, nous Européens, nous sommes et nous serons encore plus puissants ». Service de presse de la Présidence, Allocution du président au Palais de Schaumburg, 20 octobre 1987.

³³ Service de presse de la Présidence.



Marion Gaillard, « François Mitterrand et l'Allemagne (1981-1995) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°4, janvier-avril 2008, www.histoire-politique.fr

with Germany and the strengthening of the European construction for which Bonn also holds the key. The Franco-German alliance is thus a tool to serve Europe which is itself seen as the lever of France's power and the assurance of a peaceful future.

Key words

Mitterrand ; Kohl ; german unification ; Pershing II ; franco-german relationship ; Europe ; Maastricht.

Schlüsselwörter

Mitterrand ; Kohl ; Wiedervereinigung ; Pershing II ; deutsch-französische Beziehungen ; Europe ; Maastricht.